

Puis-je vous lire deux paragraphes d'un discours de M. R. C. Brown, vice-président de la United Grain Growers Limited, sur le Conseil des grains: Voici:

Du fait de la nature même de sa composition, il sera essentiel que le Conseil des grains informe suffisamment ses propres membres et le grand public. J'ai été très étonné de voir combien les Canadiens étaient peu au courant du mécanisme et de l'importance économique de la vente des céréales. Les producteurs de céréales sont ceux qui ont le plus grand besoin de renseignements. Relativement peu d'entre eux sont au courant des rôles séparés et distincts du gouvernement, des commissaires du Conseil des grains, de la Commission du blé du Canada et des agents du Conseil dans le processus de la commercialisation.

Toutefois, la nécessité d'une grande amélioration de l'information dépasse l'enceinte du Conseil ainsi que le territoire canadien. L'industrie des céréales du Canada, aux yeux des clients du monde entier, actuels ou futurs, doit se développer et continuer à présenter une image brillante et attrayante. Quel que soit le rôle que puissent jouer les prix dans l'expansion des débouchés, la qualité des produits et la bonne volonté doivent aller de pair. La meilleure information possible ne sera pas superflue pour atteindre ce but.

Ce discours est à rattacher à mon premier point concernant l'information. Les problèmes et les avantages que présente notre agriculture doivent être connus non seulement de nos gens, mais du monde entier. L'argent que le gouvernement fédéral a consacré dans le passé à la recherche a été bien dépensé. Il importe que nous imposions une meilleure qualité et de meilleures catégories. Il était important que nous marchions de pair avec le reste du monde, mais qu'avons-nous dépensé pour la recherche sur les marchés? La réponse est: 1 p. 100. A quoi sert de cultiver ou de produire sans savoir ce que seront nos marchés? Il est parfaitement ridicule de penser que l'industrie agricole va continuer à produire, à produire encore, à produire toujours, sans savoir le moins du monde comment et où tout cela sera vendu. Il appartient en propre au gouvernement d'entreprendre une recherche complète sur les marchés, à l'intention de ceux qui vivent de l'industrie agricole.

• (5.20 p.m.)

**Des voix:** Bravo.

**M. Cobbe:** Ces agriculteurs, ces industriels, sont capables de produire et capables aussi d'opérer des conversions. Ils l'ont prouvé. Mais quelles directives leur donne-t-on? Comment savent-ils ce qu'ils doivent convertir? Comment peuvent-ils être au courant des marchés éventuels dans le monde? Devrions-nous continuer à produire du blé jusqu'à ce qu'il nous coule des oreilles comme c'est le cas en ce moment, ou bien sommes-nous censés donner des directives à ces gens? Les

zones propices à la culture de l'orge sont habitées, mais le producteur ne peut se permettre d'en cultiver. Il ne sait pas quelle quantité d'orge, si quantité il y a, sera utilisée l'année suivante ou s'il pourra en vendre. C'est seulement l'un des nombreux types de céréales que les gens peuvent produire en abondance. Quand je parle de ces régions, je songe à la possibilité d'une production rentable.

On a toujours parlé de l'étau coût-prix à propos de l'agriculture, mais son effet s'est accru parce que les gens ne produisent pas ce qu'ils sont le plus qualifiés pour produire dans les régions qu'ils habitent. On devrait les autoriser à produire ce qu'ils savent le mieux produire, et de la façon la plus économique, pour qu'ils puissent demeurer dans l'agriculture.

Si nous n'étudions pas ce problème pour y trouver une réponse, les autres domaines agricoles pâtiront de notre surabondance de blé. Les gens passeront automatiquement à l'élevage des bœufs, du porc, de la volaille et la culture des céréales de provende. Qu'en résultera-t-il pour les gens qui sont déjà dans l'industrie? Même celle des graines oléagineuses risque fort de voir la destruction de tous ses marchés si nous n'établissons pas une production contrôlée, si l'on peut l'appeler ainsi—contrôle axé sur nos possibilités de vente.

Le programme FODER s'applique à ma région. Il s'agit d'un programme dont les gouvernements fédéral et provinciaux se partagent les frais. Je suis très impressionné par le montant d'argent que le gouvernement fédéral a bien voulu verser dans la région pour en augmenter la productivité et améliorer le niveau de vie de ses habitants. Le gouvernement fédéral est censé financer le programme en partie, le gouvernement provincial étant chargé de toute l'organisation et de la planification, à condition que les habitants de la région soient consultés quant au choix des programmes qui, de leur avis, sont les meilleurs. Mais ce n'est pas ce qui se passe. Je m'inquiète de ces programmes à frais partagés auxquels le gouvernement fédéral contribue sans avoir voix au chapitre quant à l'affectation des sommes. Des offices régionaux ont été créés dans la région, mais il semble que leur rôle consiste uniquement à garder les gens heureux. Ils font des recommandations, mais on n'en tient pour ainsi dire pas compte. A ma connaissance, on n'y donne jamais suite. Cela m'inquiète: il me semble qu'à l'avenir nous devrions avoir un peu plus à dire sur l'application des programmes à frais partagés.